

RAPPORT PRÉSENTÉ AU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL
PAR LE
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL

Ottawa, Ontario
Du 17 au 19 décembre 2013

Consœurs et confrères,

Difficile de croire que notre 26^e congrès biennal, au cours duquel nous avons célébré nos 50 années d'existence, est déjà passé. Ce congrès a été le plus important de toute l'histoire du SCFP et nous y avons même lancé de nouvelles idées.

Le Village du SCFP a été populaire auprès des délégués, qui ont participé à des activités organisées à l'heure du midi, qui leur ont parfois permis de parfaire leur formation. Par exemple, des membres du personnel des finances et de l'administration et du développement syndical y ont tenu un stand des « agents financiers ». Les visiteurs ont pu jouer à « Jeopardy » pour mettre à l'épreuve leurs connaissances des finances des sections locales, dont la capitation, la perception des cotisations, les grands livres et les responsabilités des syndics.

La connaissance des finances et des obligations de présentation de rapports demeurera importante, surtout si le projet de loi C-377 est adopté, ce qui est fort possible, puisqu'il a été retourné au Sénat.

Les gouvernements utilisent de plus en plus le marteau législatif pour frapper sur le droit des travailleurs à la libre négociation collective et pour contrôler les avantages comme les régimes de retraite. Dernièrement, le gouvernement de l'Alberta a imposé par loi un gel salarial de deux ans aux employés provinciaux, les obligeant ainsi à accepter sa propre offre finale dans les négociations en cours. Il a aussi présenté une loi touchant les membres du SCFP qui n'ont pas le droit de grève. Cette nouvelle loi rend illégal même la menace de faire la grève ou de tenir un vote de grève.

S'inspirant de la loi 115 des libéraux ontariens, les conservateurs albertains ont fait adopter leurs deux lois à l'assemblée législative provinciale en quelques jours à peine.

Il est donc plus important que jamais de riposter intelligemment. Les états financiers et le budget que je présenterai à la réunion du Conseil exécutif national le démontrent clairement. Notre syndicat est solide, mais la croissance de nos revenus ralentit, puisque les hausses salariales diminuent, tout comme la croissance de l'effectif parce qu'elle est due en grande partie aux travailleurs à temps partiel. Nous devons utiliser nos ressources judicieusement et efficacement pour protéger nos membres, leurs conditions de travail et leurs droits.

Nous sommes confrontés à des attaques politiques et, trop souvent, nos gouvernements actuels tentent d'isoler les syndicats de leurs membres, le secteur public du secteur privé et les travailleurs syndiqués de tous les autres. Heureusement, il y a certaines choses que nous faisons correctement.

Au congrès, beaucoup de délégués ont dit être favorables à notre projet *Un monde plus juste* et bien des membres nous l'ont confirmé depuis. Nous pouvons contrer la propagande antisyndicale en renouant avec nos membres un à un.

La consœur Susan Shiner, récipiendaire du prix du Gouverneur général en commémoration de l'affaire « personne » de 2013, n'hésite jamais à faire valoir l'importance de son syndicat. J'ai eu l'honneur de participer à la cérémonie à Rideau Hall parce que la consœur Susan, membre de la section locale 3017 à St. John's, Terre-Neuve, tenait à ce que quelqu'un de son syndicat soit présent avec sa famille et ses amis. Dans le vibrant discours qu'elle a livré, notamment en présence de la ministre fédérale du Travail, la consœur Susan a déclaré ce qui suit : « Je suis une travailleuse qui sait que son syndicat, le Syndicat canadien de la fonction publique, est un mouvement social voué à l'égalité des femmes et à la lutte pour des conventions qui interdisent la discrimination, font grimper les salaires, bonifient les avantages sociaux et assurent des conditions de travail plus sûres, ce qui donne aux femmes plus de choix et plus de contrôle sur leur vie. »

Nous qui militons au syndicat depuis longtemps, nous tenons tout cela pour acquis, mais ce peut être très enthousiasmant à entendre pour nos membres de la base. Permettez-moi de citer une déléguée qui assistait à son premier congrès à Québec : « C'était plutôt turbulent et j'ai adoré cela. J'ai aussi été étonnée de constater l'éventail des enjeux abordés par le SCFP, des régimes de retraite à la santé et à la sécurité, en passant par les droits des femmes, des personnes handicapées, des jeunes travailleurs et des minorités ethniques, le lobbying du gouvernement pour des choses que NOUS croyons importantes et même les droits du travail internationaux. »

La transmission de cette information est la première étape du projet *Un monde plus juste*. Et notre collaboration avec l'ensemble du mouvement syndical, par l'entremise du Congrès du travail du Canada, dans la campagne pour des retraites sûres, l'opposition aux lois fédérales régressives et la campagne de publicité télévisuelle qui vient de se terminer est aussi très utile. Dans les états financiers, vous constaterez que, dans l'intérêt de la transparence, nous avons ajouté deux lignes budgétaires pour le projet *Un monde plus juste* à la Caisse générale pour rendre compte de ces dépenses.

ÉTATS FINANCIERS DE LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2013

Caisse générale

L'actif total de la Caisse générale au 30 septembre 2013 se situait à 177,5 millions de dollars, comparativement à 172,8 millions de dollars au 30 juin 2013 et à 170,2 millions de dollars au 31 décembre 2012.

Le solde bancaire au 30 septembre 2013 était de 15,5 millions de dollars, comparativement à 14,6 millions de dollars au 30 juin 2013 et à 9,5 millions de dollars au 31 décembre 2012. Le solde bancaire inclut 10,6 millions de dollars de liquidités destinés au paiement des indemnités de retraite, à la capitalisation des avantages sociaux futurs, au congrès de 2013 et au Fonds pour les édifices régionaux. Le total des placements investis pour les obligations en matière des avantages sociaux futurs s'élevait à 42,8 millions de dollars au 30 septembre 2013.

Les immobilisations ont connu une augmentation de 1,6 million de dollars au cours du trimestre. Le projet de construction de l'enveloppe extérieure de l'édifice de Markham se poursuit et 2,1 millions de dollars ont été dépensés jusqu'à maintenant. Le projet devrait être terminé au début de janvier.

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 125,3 millions de dollars au 30 septembre 2013, ce qui représente une hausse de 5,3 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. La hausse est due à l'accumulation de diverses dépenses, ainsi qu'à la nouvelle hypothèque à payer pour l'agrandissement de l'édifice du bureau national.

La provision pour la capitation des avantages sociaux futurs se situait à 67,9 millions de dollars au 30 septembre 2013. Dans les états financiers vérifiés du 31 décembre 2012, le passif actuariel réel s'élevait à 239 millions de dollars, ce qui laisse un écart de 177 millions de dollars dans nos états financiers à ce moment. Les prévisions qui seront présentées à la réunion du Conseil exécutif national indiquent que l'argent que nous continuons à consacrer à ce passif, conformément à notre feuille de route, nous permet de faire des progrès lents et constants vers l'atteinte de notre objectif, qui est d'inscrire tout le passif à notre bilan.

Le solde de la Caisse au 30 septembre 2013 se situait à 52,2 millions de dollars, dont un total de 3,0 millions de dollars est réservé comme suit : Caisse de participation aux congrès et aux activités nationales (981 000 \$); Fonds de riposte (457 000 \$); Fonds de l'orientation stratégique et de la lutte à la privatisation (39 000 \$); Fonds pour les édifices régionaux (1,5 million de dollars). Du solde, nous avons investi 49,8 millions de dollars en immobilisations, ce qui nous laisse un solde sans restriction de 516 000 \$. En somme, tout l'avoir de la Caisse générale est immobilisé, soit parce qu'il a été alloué à des fins précises, soit parce qu'il a été utilisé pour des immobilisations.

Le déficit d'exploitation préliminaire, avant la provision du Fonds pour les édifices régionaux et avant de prendre en considération les gains de placements non

matérialisés de l'exercice jusqu'à maintenant, est de 3,1 millions de dollars. Le revenu total est inférieur au budget de 2,6 millions de dollars et les dépenses sont supérieures au budget de 764 000 \$.

Nous surveillons de près les revenus de capitation, car c'est la première fois depuis de nombreuses années que nous n'atteignons pas la prévision budgétaire. L'analyse effectuée montre que la croissance du revenu ralentit, à cause des effets des faibles hausses de salaire qui sont la réalité actuelle dans de nombreuses régions du pays. Il faut aussi dire qu'une bonne partie de la croissance de notre effectif au cours des dernières années est due surtout à l'adhésion de membres qui travaillent à temps partiel. Pour la première fois depuis de nombreuses années, il est très possible que nous n'atteignons pas le revenu annuel prévu dans notre budget.

Voici quelques-uns des écarts les plus significatifs dans les dépenses :

1. Les dépenses totales consacrées à la campagne de riposte à la fin du troisième trimestre de 2013 ont été de 1,8 million de dollars, une somme qui a été entièrement puisée dans l'avoir affecté des exercices précédents. Le solde qui reste de ce budget est formé d'un report de 457 000 \$, en plus d'une somme de 1 million de dollars allouée pour l'exercice.
2. Les projets *Un monde plus juste* du CTC et du SCFP, tous deux non prévus dans le budget de cette année, sont présentement à 331 000 \$ et 113 000 \$ respectivement. L'engagement à l'égard du projet *Un monde plus juste* du CTC a totalisé 994 830 \$ en 2013. Les autres paiements pour l'année seront faits au cours du quatrième trimestre et seront inscrits dans ces états financiers.
3. Les dépenses consacrées à l'orientation stratégique et à la lutte à la privatisation ont été inférieures au budget de 890 000 \$ pour le troisième trimestre. Les plans soumis ont été approuvés et les dépenses sont en cours. Il ne reste maintenant que 39 000 \$ des budgets reportés des années antérieures.
4. Les dépenses électorales sont demeurées inférieures au budget, de 650 000 \$, pour le cumul de l'exercice, étant donné le moment où les élections ont eu lieu pendant l'année.
5. Les dépenses de bureau ont été inférieures au budget de 373 000 \$ pour l'exercice.
6. Les prestations de santé des retraités ont été supérieures au budget de 470 000 \$. Jusqu'à maintenant en 2013, il y a eu 34 nouveaux retraités et les données démographiques indiquent que ce niveau annuel de départs à la retraite devrait se maintenir. En plus de la population croissante des retraités, les coûts de santé continuent de grimper à des niveaux qui dépassent l'inflation, c'est-à-dire à un rythme moyen de 10,3 %. Ce poste a été examiné plus en détail au cours de l'exercice budgétaire annuel de 2014.

7. Au développement syndical, les dépenses consacrées au perfectionnement du personnel ont été supérieures au budget de 59,6 % ou de 307 000 \$, surtout à cause d'un projet de formation de leadership pour la haute direction, ainsi qu'à un recours croissant aux services du barreau pour la formation juridique continue de notre personnel des affaires juridiques. Ces deux postes ont été analysés plus en détail dans le cadre du processus budgétaire de 2014.
8. Aussi au développement syndical, les coûts de formation des membres-animateurs sont présentement supérieurs au budget de 69,7 % ou de 170 000 \$, en raison d'une demande croissante pour des ateliers de formation dans toutes les régions et pour un éventail plus large de cours. Les cours destinés aux délégués syndicaux et le projet *Un monde plus juste* ont aussi accru la pression sur ce budget; toutefois, comme la majeure partie de l'activité dans ce domaine a lieu au cours des neuf premiers mois de l'exercice, aucune dépense additionnelle importante n'est prévue pour le dernier trimestre.
9. Les frais juridiques et d'arbitrage sont maintenant supérieurs au budget de 170 000 \$ pour l'exercice, car les dépenses totales approuvées par le Conseil jusqu'à maintenant sont de 1,2 million de dollars, comparativement au budget du cumul de l'exercice de 1 million de dollars. Le budget de 2013 totalise 1,4 million de dollars.

Caisse nationale de défense

L'actif de la Caisse nationale de défense s'élevait à 7,7 millions de dollars au 30 septembre 2013, comparativement à 7,3 millions de dollars au 30 juin 2013. Quant au passif, il se situait à 6,0 millions de dollars, ce qui laissait un solde de 1,7 million de dollars. Le total des revenus pour les neuf premiers mois de 2013 était de 6,8 millions de dollars, pour des dépenses de 7,1 millions de dollars, ce qui laissait un déficit pour le cumul de l'exercice de 352 000 \$.

Les campagnes à frais partagés approuvées par le Conseil exécutif national pour les neuf premiers mois de l'exercice ont coûté 3,0 millions de dollars, c'est-à-dire qu'elles ont dépassé le budget annuel de 440 000 \$. Les dépenses des grandes campagnes de recrutement se sont élevées à 2,1 millions de dollars, pendant que les initiatives nationales en matière de stratégie totalisaient 1,3 million de dollars et que celles des initiatives régionales en matière de stratégie totalisaient 722 000 \$.

Caisse nationale de grève

L'actif total de la Caisse de grève au 30 septembre 2013 s'élevait à 70,4 millions de dollars, comparativement à 68,0 millions de dollars au 30 juin 2013. Cet actif était formé de 11,0 millions de dollars en liquidités, de 1,6 million de dollars en capitation à recevoir et de 57,8 millions de dollars en placements.

Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 423 000 \$. Ainsi, au 30 septembre 2013, le solde de la Caisse s'établissait à 70,0 millions de dollars, comparativement à 67,9 millions de dollars au 30 juin 2013.

Les revenus de la Caisse de grève, incluant les revenus de placement, se sont élevés à 11,5 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 2013. Les dépenses pour la même période étaient de 1,8 million de dollars, ce qui donne lieu à un surplus net pour le cumul de l'exercice de 9,7 millions de dollars, avant de prendre en compte les pertes de placements non matérialisées de 2,2 millions de dollars.

GRÈVES, LOCK-OUTS ET RÈGLEMENTS

Section locale 389, North Shore Winter Club, Colombie-Britannique – 16 membres lockoutés depuis le 3 mai 2013 par un employeur déterminé à obtenir des concessions.

Section locale 4616-02, canton de Bonfield, Ontario – 16 membres en grève depuis le 1^{er} août 2013. Les efforts de règlement se sont butés à un maire entêté, en particulier en ce qui a trait au congédiement de cinq grévistes.

Section locale 1281, Association des étudiants de l'éducation permanente de Ryerson – deux membres en lock-out depuis le 30 septembre 2013.

Section locale 4893, Ville de Kensington, Île-du-Prince-Édouard – 6 membres en lock-out depuis le 3 décembre 2013.

RETARD DANS LES PAIEMENTS DE CAPITATION

Pour le trimestre terminé en septembre 2013, les retards s'élevaient à 6 158 628 \$, une diminution de 1 674 944 \$, ou de 20,30 %, par rapport au trimestre précédent terminé en juin 2013. Le total des retards a augmenté de 13,50 % par rapport à septembre 2012.

RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE

Le document provisoire intitulé « Gestion et technologie de l'information (GI/TI), Vision et stratégie » et le plan stratégique qui y est associé ont suscité de bonnes discussions sur la direction à emprunter à la réunion du Comité de direction de la TI en novembre.

Les principales activités de l'équipe de développement de la TI ont porté surtout sur le projet *Un monde plus juste*. L'équipe a terminé le travail du module de direction coordonnateur-personnel, ainsi que les modules de gestion des sessions de formation. Les deux parties du système sont présentement à l'essai. Le développement du dernier module, le module des membres mobiles, est commencé.

Le travail se poursuit également dans l'élaboration du nouveau SISL. En outre, des ajustements de dernière minute ont été apportés au système du congrès au début d'octobre pour assurer le bon déroulement des inscriptions.

La planification du travail prévu pour la nouvelle année a commencé.

L'analyse et l'évaluation des besoins en matière de système de gestion des documents électroniques (SGDE) sont terminées. La raison d'être et le coût d'un SGDE à l'échelle de l'organisation ont été étudiés et présentés au Comité de direction de la TI sous forme d'une analyse de rentabilité formelle. Une stratégie de gestion de l'information et une feuille de route ont aussi été élaborées pour étayer les décisions prises.

L'examen des propositions pour un nouveau site Web du SCFP est terminé. Des recommandations ont été présentées, un fournisseur a été choisi et le contrat est en train d'être conclu. Le nouveau site Web devrait être lancé au printemps 2014.

En 2014, on prévoit également la mise à niveau du système de comptabilité, qui comprend l'ajout d'un module de commandes d'achats, l'achèvement de l'étude des besoins du système Éducation juste et les améliorations apportés au SICC.

Sur le front de l'infrastructure de la TI, une politique sur la mobilité devrait fournir au personnel du SCFP un plus grand choix d'appareils mobiles (c'est-à-dire les iPhones et téléphones intelligents Android) sans compromettre la sécurité des réseaux et des données du SCFP.

L'expansion du réseau étendu (WAN) continue et un plan pour faire passer au WAN tous les bureaux du SCFP qui comptent plus de cinq employés est en cours d'élaboration.

La mise en œuvre d'une solution d'infrastructure sans fil pour dix bureaux importants est aussi presque achevée. Elle permettra aux invités du SCFP de se brancher sur Internet à partir des salles de conférence et de réunion des grands bureaux. Les nouvelles unités de vidéoconférence ont été choisies et le plan de mise en œuvre est presque terminé. Tout ce travail s'amorcera au début de 2014.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Propriétés

Le projet de rénovation intérieure et de réaffectation du personnel à l'édifice du bureau national, confié à Ark Construction, est presque terminé.

La réfection du revêtement extérieur du bureau régional de l'Ontario à Markham est presque achevée. Des corrections mineures ont entraîné un léger retard et la fin des travaux est maintenant prévue pour janvier 2014. Le projet respecte le budget.

Baux

Les travaux de rénovation intérieure du nouveau bureau de North Bay en Ontario sont terminés et le personnel a emménagé dans les nouveaux locaux le 30 octobre 2013.

Le bail du bureau de Niagara, en Ontario, a été renouvelé pour cinq autres années. Le nouveau bail entre en vigueur le 1^{er} mars 2014 et prend fin le 28 février 2019.

Le bail du bureau de Peterborough, en Ontario, a aussi été renouvelé pour cinq ans, du 1^{er} mars 2014 au 28 février 2019.

Le bail du bureau de Pembroke, en Ontario, a été renouvelé pour cinq ans, du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2019.

Les discussions continuent à Red Deer pour le déménagement de notre bureau, que nous louons au mois depuis de nombreuses années.

Nous attendons la réponse de notre propriétaire à notre proposition de renouvellement du bail actuel de Victoria, en Colombie-Britannique, jusqu'au 31 janvier 2019.

Nous étudions les possibilités de renouvellement des baux des bureaux de Timmins, en Ontario, de Prince Albert, en Saskatchewan, et de Fort McMurray et Grande-Prairie en Alberta.

CONGRÈS NATIONAL ET AUTRES CONFÉRENCES

Notre congrès biennal de 2013 a connu un extraordinaire succès. Un nombre record de 2 175 délégués et de 181 délégués suppléants s'y sont inscrits en octobre. Le congrès s'est déroulé à Québec, ville empreinte d'histoire, et tant les délégués que les membres du personnel ont pu apprécier la beauté de la région.

Maintenant que le congrès est terminé, nous commençons à préparer nos réunions et conférences de 2014. La rencontre de tous les comités aura lieu du 1^{er} au 4 avril, au Centre des congrès d'Ottawa, et nous sommes à la recherche d'un lieu pour la toute première conférence du Conseil national des secteurs, à l'automne 2014. L'événement, qui sera sûrement très intéressant, regroupera des membres issus de nos secteurs pour discuter d'enjeux clés. Ce ne sont là que deux activités parmi un grand nombre qui auront lieu en 2014. L'année sera très occupée.

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

Nous avons produit des documents de formation et nous avons animé des sessions de « formation des formateurs » pour le projet *Un monde plus juste* dans toutes les régions. Des équipes de membres-animateurs et de membres du personnel sont

maintenant outillées pour organiser et offrir deux sessions de formation. La session de formation en leadership des sections locales aide les dirigeants à bien connaître leur milieu de travail, à repérer les communicateurs et à élaborer un plan d'action. Après ces sessions, nos équipes formeront des communicateurs, en offrant des séances d'une demi-journée qui permettront aux membres d'avoir des conversations personnelles avec des collègues de travail, des amis et des membres de la famille sur la valeur des syndicats.

En septembre, nos équipes de formation ont aidé le Congrès du travail du Canada à offrir ses séminaires « Ensemble pour un monde plus juste » aux dirigeants des sections locales. Les concepteurs de nos cours continuent à collaborer avec le CTC sur le contenu des ateliers et le développement d'outils de formation en ligne.

Une session de formation de base a eu lieu à Calgary en novembre avec des membres des Maritimes, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta. Notre bassin de formateurs s'enrichit ainsi de 24 nouveaux membres très utiles.

En octobre, 23 membres et 4 employés qui sont de nouveaux fiduciaires ou qui sont membres d'un comité de régime de retraite ont participé à la formation annuelle d'une semaine offerte aux fiduciaires de régimes de retraite à Charlottetown, Î.-P.-É. De très grands régimes et de très petits régimes de presque toutes les régions étaient représentés, ce qui a permis à ces nouveaux fiduciaires de mieux comprendre leur rôle de représentants du syndicat aux régimes de retraite.

La formation du personnel du Manitoba et de la Saskatchewan offerte aux membres du SCP a eu lieu cet automne. Elle portait notamment sur les tendances en droit du travail, la sensibilisation aux enjeux autochtones, la santé mentale et les agents financiers.

Comme nous l'avons signalé précédemment, un sondage détaillé a été mené auprès de tous les employés du SCFP pour déterminer leurs besoins de formation en TI. Les premiers résultats montrent que tous les employés sont intéressés et qu'ils sont encouragés par l'attention qu'accorde le SCFP à cette importante partie de leur travail. Un taux de réponse global de 88 % est significatif et beaucoup ont fourni des réponses détaillées aux questions ouvertes. Une fois la formation terminée, nous pourrons assurer le suivi de la participation au système d'information des ressources humaines, qui vient d'être remanié.

Des douzaines de membres se sont occupés des deux stands de la DDS au Village du congrès national. Le stand des « agents financiers » était animé par le personnel de la DDS et celui de la Direction des finances et de l'administration.

Au stand de l'éducation, l'activité « Vous avez votre mot à dire en éducation! » a permis au personnel et aux membres d'enregistrer sur vidéo leur réponse à la question du jour, qui portait sur des sujets comme favoriser la création d'un plus grand nombre de leaders dans nos sections locales, l'inclusion et la diversité, la célébration de notre histoire et notre vision d'avenir. La DDS étudiera les moyens à prendre pour diffuser les enregistrements et les nombreuses idées extraordinaires que nous avons recueillies.

Au cours des années 70, le SCFP a produit une vidéo à l'interne avec l'aide du personnel pour illustrer ce qui se passe au cours d'une cause d'arbitrage typique. Cette vidéo est utilisée dans différents modules de formation, le plus souvent les délégués syndicaux. Cet été, les membres du personnel du développement syndical et des communications ont produit ensemble une nouvelle version qui a été rendue publique à la mi-novembre. Merci à tous les membres du personnel qui ont accepté d'agir comme acteurs et conseillers aux scénarios. La nouvelle vidéo est offerte en anglais et en français, avec sous-titres.

Au début de décembre, un groupe de référence choisi parmi les membres et le personnel des comités de l'égalité a amorcé le processus d'élaboration d'un atelier d'une semaine sur les droits de la personne. Le groupe a d'abord participé à un cours des TCA (Unifor) avant d'aider les concepteurs de cours de la DDS à adapter le contenu aux besoins du SCFP. Cette collaboration avec d'autres syndicats est un modèle auquel nous avons eu recours pour la formation sur les régimes de retraite et sur la résolution de conflits.

ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE

Le Conseil de fiducie mixte a tenu sa dernière réunion de l'année au début de décembre.

Les fiduciaires ont eu une première discussion sur la préparation à l'évaluation du 1^{er} janvier 2014, qui doit être déposée en 2014. L'examen de plusieurs facteurs importants, dont les hypothèses économiques, pourrait avoir des conséquences significatives sur les résultats définitifs de l'évaluation.

Parmi les autres mesures d'importance sérieusement envisagées par les fiduciaires, on peut mentionner les changements à la structure de placements du régime et des initiatives d'investissement socialement responsable.

Je suis heureux de souligner que le rendement des placements du régime de retraite a dépassé le niveau de référence (normes établies par le marché par rapport au rendement d'autres caisses) et le niveau médian (valeur du centre) des caisses de retraite du Canada depuis le début de l'année. Toutefois, au 1^{er} octobre 2013, le régime était toujours en déficit de solvabilité, avec un ratio de solvabilité de 89,6 %.

À compter du 1^{er} janvier 2014, le confrère Amessan Gnawa, du Service de la technologie, sera le nouveau fiduciaire du SCP-CN. Il remplacera la consœur Cathy Remus, qui sera la fiduciaire suppléante du SCP-CN. Le confrère Ian Clysdale a quitté son poste de fiduciaire suppléant du SCP-CN.

Le personnel de l'administration du régime de retraite se prépare à la fin de l'exercice 2013.

Décès

La famille du SCFP a ressenti une profonde tristesse en apprenant le décès subi, le 4 novembre 2013, de la consœur Donna Felder. La consœur Donna venait d'entrer en fonction au poste de directrice adjointe de la Direction de l'organisation et des services régionaux au bureau national. Auparavant, elle était organisatrice en Ontario, et, avant de se joindre au personnel, elle a été militante et membre du Conseil exécutif du SCFP-Ontario. Donna était reconnue pour son dévouement et son militantisme. Beaucoup de membres du personnel du SCFP ont pu assister à une célébration de sa vie à Hamilton et ils ont présenté leurs condoléances à sa famille. Elle nous manquera beaucoup et nous nous souviendrons d'elle avec affection.

C'est aussi avec tristesse que je souligne le décès des personnes suivantes :

Le confrère Howie Atkinson, retraité – 9 octobre 2013

M^{me} Janis Smith, épouse de feu le retraité Thomas Smith – 3 août 2013

M^{me} Margaret Jones, épouse de feu le retraité Grenville Owen Jones – 7 novembre 2013

Retraites

La consœur Connie Credico, bureau régional de l'Alberta – 1^{er} janvier 2014

La consœur Judy Barry, bureau régional de l'Alberta – 1^{er} février 2014

Le confrère Gordon Black, bureau régional des Maritimes – 1^{er} février 2014

Le confrère Robert Cull, bureau d'Oshawa – 1^{er} février 2014

La consœur Margaret Evans, bureau national – 1^{er} février 2014

La consœur Danielle Letarte, bureau national – 1^{er} février 2014

Le confrère Doug McLaughlin, bureau de Brandon – 1^{er} février 2014

La consœur Sylvie St-Pierre, bureau régional du Québec – 1^{er} février 2014

Le confrère Jean-Pierre Cabana, bureau régional du Québec – 1^{er} mars 2014

Le confrère James Keenan, bureau de Barrie – 1^{er} juin 2014

La consœur Daunine Rachert, bureau de Calgary – 1^{er} juin 2014

La consœur Susan Ruffo, bureau national – 1^{er} juillet 2014

La consœur Ann Robins, bureau régional du Manitoba – 1^{er} août 2014

CONCLUSION

Consœurs et confrères, notre syndicat continue de vivre beaucoup de changements dont la vague de départs à la retraite qui se poursuit et le ralentissement de la croissance de nos revenus. Au moment de commencer l'année 2014, nous surveillerons de près nos revenus de capitation et nos dépenses.

Nous devons faire preuve d'une plus grande discipline dans l'approbation des demandes de campagnes à frais partagés et des dépenses d'ordre juridique. Mon bureau évaluera les campagnes selon une grille « d'équité » et rappellera à tous ceux qui présentent des projets les règlements de la Caisse de défense, qui exigent une évaluation à la fin des campagnes. Quant aux frais juridiques et d'arbitrage, nous

poserons plus de question sur l'opportunité de recourir aux services de conseillers juridiques externes. Dans les deux cas, nous avons considérablement dépassé le budget au cours des dernières années et nous ne pouvons plus nous le permettre.

Les attaques contre nos droits, tant comme travailleurs que comme syndicat, s'intensifieront en 2014. Mais nous devons néanmoins jeter les bases de notre offensive en vue des élections fédérales de 2015 et reprendre possession de notre pays.

Ce ne sera pas de tout repos, mais nous y arriverons. J'espère que vous pourrez, au cours des prochaines semaines, profiter du temps des fêtes pour vous reposer en compagnie de vos amis et de votre famille. Je vous souhaite une bonne et heureuse année.

Respectueusement soumis par,

Le secrétaire-trésorier national,

CHARLES FLEURY

:pmc/sec